

LA TRAHISON DE STÉRÉ

DISCOURS PRONONCÉS AU COURS DES
SÉANCES DES 8 et 9 MARS 1921 DE LA
CHAMBRE DES DÉPUTÉS ROUMAINE ■ ■

PAR MM.

N. IORGA

député, chef du parti national-
démocrate

ET

TAKE IONESCO

Ministre des Affaires Etrangères,
chef du parti démocrate



BUCAREST

—
IMPRIMERIE „CULTURA NEAMULUI ROMANESC”
RUE LIPSCANII-NOI No. 12

— 1921 —

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI
COTA 87346

D2951/02

B.C.U. Bucuresti

C20024313

Discours de Mr. N. Iorga

Député, ancien président de la Chambre,
membre de l'Académie Roumaine,

prononcé au cours de la séance du 8 mars 1921 de la
Chambre des députés roumaine.

Discours de Mr. N. Iorga

Député, ancien président de la Chambre, membre de l'Académie Roumaine, prononcé au cours de la séance du 8 mars 1921 de la Chambre des députés roumaine.

Messieurs les députés,

Cette Assemblée, comme toutes les jeunes Assemblées, a une foule de qualités et un grand défaut. Les qualités résident dans le fait que chacun de ses membres a beaucoup de choses à exposer, le défaut est que l'on dit ces choses quand ce n'est pas le moment.

Les discussions supposent des hommes jeunes, des hommes nouveaux en politique, des hommes désireux de s'affirmer, qui traitent tout ce qu'ils connaissent, mais je crois que cette Chambre avant tout, — c'est pour cela qu'elle a été élue, — est appelée à donner à un pays, qui ne l'a pas, une Constitution, à un peuple, qui les attend, les réformes qui lui sont absolument nécessaires. (Applaudissements prolongés). Je dirais même que le pays, qui n'en a pas, demande un gouvernement.

En échange, qu'arrive-t il ? A un moment critique, décisif à tous les points de vue, on se met à discuter une validation où est en jeu l'honneur d'un homme. Il est évident que chacun a le droit de défendre son honneur quand il est attaqué ; mais nous devons tout circonscrire dans le cercle de la validation.

D'après le règlement de la Chambre, nous sommes tenus de nous occuper de ce que dit la commission de validation.

Cette commission dit deux choses : d'abord qu'en ce qui concerne les formes, elle n'a rien à objecter et que l'élection peut être validée ; ensuite qu'elle s'est occupée de l'attitude de l'élu de Soroca pendant l'occupation.

Je m'attendais donc à ce qu'après avoir écouté, presque une semaine, tous les orateurs qui se sont occupés de cette question, elle fût complètement élucidée ; mais il n'en est rien résulté de pratique, et ce tournoi de rhétorique a été inutile ; c'est pourquoi je vous prie de me permettre de m'occuper uniquement de cette question.

Je connais depuis très longtemps l'élu de Soroca, mais vous ne sauriez exiger de moi que je vous fasse sa biographie, que l'on a ressassée jusqu'à présent ; l'objet de notre discussion est très clair. D'un côté on demande si les formes ont été observées dans l'élection de Soroca et que, partant, cette élection puisse être validée et, en second lieu, si, d'après le rapport de la commission, l'attitude de l'élu de Soroca a été satisfaisante pour le sentiment national.

Et, qui plus est, s'il est soumis ou non à ces sanctions qui atteignent sans exception tous ceux qui se permettent d'avoir une autre politique alors que l'armée lutte contre l'ennemi. (Applaudissements prolongés).

Mon opinion est que ces deux choses sont dans un rapport très étroit. Cette attitude peut-elle avoir une influence sur notre vote ? C'est la partie a moins élucidée et par conséquent la plus digne d'être examinée. Nous verrons ensuite les conclusions qu'on en peut tirer.

Messieurs, il a été question du journal la «Lumière». L'accusation tout entière porte sur le fait d'avoir fait paraître au 1-er Octobre 1917, à Bucarest, alors que la ville était occupée par trois armées ennemies, un journal qui devait répandre de la lumière patriotique.

Et comme la «Lumière» ne peut se cacher, et comme on ne peut empêcher la «Lumière» de franchir un réseau de fils de fer, «Lă Lumière» a pénétré dans les tranchées. Mais, par bonheur, dans les tranchées il y avait quelque chose d'opaque, l'âme de nos soldats qui luttaient, et cela fait qu'elle ne reçut pas la «Lumière». (Applaudissements prolongés). J'ai donc pris le journal la «Lumière» — car, voyez-vous Messieurs, je suis historien — et j'ai également ici le volume imprimé par l'élu de Soroca, qui m'est arrivé alors que j'étais à Jassy. Vous me demanderez : «Cela vous a-t-il fait souffrir ?». Evidemment cela nous a fait souffrir, mais peut-il même être encore question de pareille chose ? A ce moment-là, après les

épreuves supportées, après la douleur - qu'elles avaient réveillée dans nos coeurs, après le coup reçu par nous dans notre corps et sur notre joue, ce livre pouvait-il ne pas nous faire souffrir ? Un livre écrit en roumain, par un Roumain, pour des Roumains, et où il était écrit que notre guerre était vaine, que nos malheurs et nos souffrances étaient inutiles, qu'il n'y avait au monde nulle image plus sainte à adorer que l'image de notre ennemi vainqueur qui tenait le pays sous son talon... (Applaudissements prolongés, cris de «bravo!») Evidemment, Messieurs, cela nous a fait souffrir. Cela m'a fait du mal, mais le devoir de l'homme politique n'est pas seulement de ce rendre compte de sa douleur, mais de tenir compte en même temps de tout ce qui peut concourir à un résultat valable pour la vie publique.

C'est pourquoi j'ai cherché et je cherche à choisir ce qui pourrait être réellement utile pour la discussion de ce cas, et voici ce que j'ai choisi : I^o Je vous présente d'abord une série de faits qui montrent l'attitude de l'élu de Soroca vis-à-vis de notre guerre nationale. II^o Je les cite sans exprimer de jugement à leur égard et je mettrai son attitude en rapport avec les différentes phases par lesquelles ont passé les événements. III^o Naturellement, je montrerai comment on peut qualifier cette attitude et les résultats qu'elle aurait dû avoir—mais pas ici, au Parlement, et pas en ce moment. Cela, je vous le démontrerai par la suite, et je crois que vous partagerez mon opinion, à savoir que les choses retardées en po-

litique ne sont pas des choses à reprendre à volonté, que les choses qui regardent une nation ne peuvent être reprises par un parti et que les choses qui intéressent les heures les plus solennelles ne peuvent être reprises n'importe quand. Une faute a été commise et vous en tirerez les conséquences. J'en arrive à la première partie, à l'attitude du journal la «Lumière».

Le 19 novembre 1916, l'élu actuel de Soroca s'adressait au Roi de Roumanie — le 19 novembre 1916 — cela signifie au moment le plus terrible de l'écrasement de notre résistance, ici, dans la plaine de Munténie. Et il lui parlait ainsi — je prends les mots du numéro du 27 septembre 1917 de la «Lumière».

Mr. C. Stéré: Le titre?

Mr. N. Iorga: Le journal est daté du 27 septembre; la lettre adressée à S. M. le Roi porte la date du 19 novembre 1916. Ce système d'adresser des lettres au Roi, que j'ai pratiqué moi aussi plus tard — je ne sais si j'ai bien ou mal fait — était fort peu en usage à ces moments-là, mais que ne fait-on pas en temps de guerre? Voici ce qu'il dit: Je comprends, Sire, que dans la situation de fait au sujet de laquelle je n'insiste pas, la Roumanie suive son destin et ne conclue pas de paix séparée». Réserves de conscience qui sont permises à chacun. Ce qui n'est permis à personne, c'est de sortir des réserves de votre conscience pour accomplir d'autres faits que ceux qui s'accomplissent dans ces moments-là au nom de votre pays et sous son drapeau.

«Que la Roumanie suive son destin et ne conclue pas de paix séparée». Par conséquent l'on reconnaissait que la Roumanie avait un destin, que ce destin devait être suivi et qu'on ne pouvait conclure de paix séparée à ce moment-là.

D'autres encore ont eu ces opinions, et je les plains. Notre guerre n'était pas seulement la poursuite d'un but matériel avec des moyens matériels; non, c'était seulement l'accomplissement, par la force au service du droit, d'une nécessité nationale; c'était la manifestation de notre conscience dans une lutte qui se livrait entre le droit lésé et la plus horrible tyrannie qui ait jamais menacé le monde. (Applaudissements prolongés). C'est pourquoi il est permis dans certaines circonstances de conclure une paix séparée avec un ennemi qui ne l'est que du pays et de la nation, mais la paix séparée avec ceux qui avaient dans leur programme l'écrasement du droit et des sentiments les plus naturels du monde entier, cette paix-là ne pouvait être conclue.

Et ce qui m'a consolé dans les temps les plus pénibles de la guerre a été ce fait que, quel qu'eût été le traité de paix, il y avait dans le monde des peuples assez nobles, qui avaient gagné dans des luttes séculaires un tel sens de la liberté qu'ils n'auraient jamais pu vivre sous le régime prussien.

Cette déclaration, je vous prie de la retenir; l'élu actuel de Soroca était disposé à concéder au Roi de Roumanie que la guerre devait continuer, et la nation roumaine recevait licence de sa part

de suivre ses destinées, ce qui n'est vraiment pas trop, mais ce qui est toujours quelque chose...

Nous en venons maintenant à la feuille qui a paru le 1 septembre 1917. L'on a discuté ici dans quelle mesure il convenait ou non de choisir cette date pour manifester une opinion contraire à ce que faisait la Roumanie guerroyante de Moldavie et si, par conséquent, les circonstances pouvaient promettre au moins quelque chose comme résultat de la politique que l'on commençait à pratiquer de nouveau à cette date. L'on a suffisamment donné d'explications pour que je ne revienne plus là dessus.

Mais voyons ce que contenait la feuille, dès ses premiers numéros, au sujet de notre guerre et de notre honneur de peuple vaincu, mais qui ne se rendait pas, car à Jassy ce que nous avons affirmé la première fois que nous nous sommes rassemblés et ce qui a retenti d'un bout du monde à l'autre a été ceci : « Nous avons été vaincus par la force des circonstances, par la force de ces diaboliques instruments, mais notre âme ne se rend pas ! »... (Appl. prolongés).

Au premier octobre, voici comment était définie notre guerre : « Attentat contre la nation ».

Le 2 octobre : « Je ne vois pas, moi, dans l'Allemagne un ennemi qui chercherait à nous écraser, ce n'est pas l'Allemagne qui nous a attaqués, c'est nous qui lui avons imposé la guerre ». (Murmures).

« Et si, de cette guerre que l'Allemagne n'a pas

voulue, elle est sortie victorieuse, quel reproche pouvons-nous lui faire ? »

Le reproche que nous pouvons lui faire est qu'elle a traité notre population comme un ramassis de nègres, qu'elle ne lui a épargné aucune cruauté, qu'il n'y a pas d'humiliation qui n'ait été infligée à la classe dirigeante, pas d'outrage dont on n'ait souffleté nos sentiments les plus sacrés, dans ce pays où les chevaux des soldats profanaient les autels des églises et où l'honneur de nos femmes était un permanent sujet de moquerie pour les Allemands et leurs valets. Et dans la «Lumière» l'on nous disait que si l'Allemagne est sortie victorieuse nous ne pouvions lui adresser, aucun reproche, nous les coupables, qui, pour faire triompher nos droits, avons déclaré la guerre à l'Allemagne.

Messieurs, j'étais dans la maison du premier ministre d'alors, lorsqu'un télégramme, inattendu pour lui, est arrivé ; — il avait eu la naïveté de ne pas s'attendre à quelque chose de pareil — télégramme qui annonçait la guerre déclarée par l'Allemagne. Nous sommes venus vers la fin de la guerre, à la onzième heure de la guerre, pour faire triompher nos droits, nous avons marché contre l'Autriche-Hongrie pour délivrer les Roumains qui se trouvaient là depuis tant de siècles et qui ne pouvaient participer à notre vie nationale, dans la concurrence croissante des énergies nationales.

Nous n'avons pas provoqué l'Allemagne. Je vous dirai encore quelque chose. Voyant les crimes commis par les Allemands à Louvain, voyant les

trésors d'art qui avaient disparu sous les pas des troupes envahissantes, nous avons maîtrisé notre indignation et avons eu le courage de dire que nous faisons une distinction entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, car, avec cette dernière nous avons un conflit entre deux consciences, impossibles à réconcilier.

Plus tard, le 5 Octobre, la même vérité est répétée: «Personne ne nous a attaqués»... Le 9 Octobre, ce que nous avions fait était un «daltonisme» et arrachait à l'élu de Soroca cette exclamation: «pauvre raison humaine!».

Et moi aussi je dis: «pauvre raison humaine!». Et voici pourquoi: celui qui s'imagine qu'avec des moyens rationnels on résout des problèmes politiques, celui-là ne fait pas de distinction entre la raison individuelle et la raison des masses, la raison des nations, où entre pour les neuf dixièmes la volonté des aïeux accumulée dans les générations contemporaines, alors qu'un dixième seulement représente l'élément de conscience pleinement raisonnable (Appl.)

De sorte que, s'il faut plaindre le rationalisme, nous pourrions dire: oui, pauvre raison humaine qui s'imagine que tous les grands problèmes peuvent se résoudre par des syllogismes.

Le 10 octobre, ceux qui croyaient que l'Allemagne pouvait périr étaient apostrophés comme suit: «L'Allemagne d'aujourd'hui peut périr, mais son génie vivra tant que de nobles coeurs battront ici bas.»

Oui, s'il s'agit du génie allemand de Schiller,

de Goethe, de Luther, mais le génie de cette Allemagne qui venait* chez nous pour anéantir un droit, en tuant la nation même qui pouvait de nouveau proclamer ce droit — cette Allemagne-là, si elle avait péri, c'eût été un bienfait pour le progrès de l'humanité (Appl. prolongés).

Et plus loin : « l'Orient resta plongé dans les ténèbres parce que la culture allemande n'y avait pas pénétré.. » Et l'on y parle encore — notez-le bien, c'est le second jour de la bataille de Marasheshti — de la mission accomplie ici par la maison de Habsbourg, elle-même une création de la race germanique.

Messieurs, l'on a posé également la question de savoir s'il fallait marcher avec la Russie ou avec l'Autriche Hongrie. Et l'on disait : L'Autriche-Hongrie tient encore, la Russie se décompose ; donc, il faut d'abord entrer en Russie et attendre l'heure où, plus tard, l'Autriche Hongrie aussi se décomposera.

Mais l'auteur de l'article trouve qu'il ne serait pas bien que cette dernière aussi entrât en décomposition, car voyez-vous, elle a eu chez nous une mission, qui probablement n'avait pas encore été entièrement remplie...

Messieurs, en vertu de notre droit national, nous avons à prendre des territoires des deux côtés, et, de part et d'autre nous sommes maintenant haïs à mort. Mais je fais ce calcul très simple : En délivrant l'Ardéal, avec, dans le dos, l'inimitié des Hongrois, que nous ne craignons pas tant, nous aurions toujours été en meilleure

posture que si, après la délivrance de la Bessarabie, nous essayions de résoudre la question austro-hongroise avec une Russie hostile à nos frontières. D'ailleurs, les gens bien informés qui avaient examiné la question sur les lieux mêmes savaient pertinemment que les nationalités, dans la monarchie dualiste, étaient en pleine effervescence et que l'Autriche-Hongrie courait à l'abîme. Vous voyez donc que l'on ne peut admettre même la justification rationnelle de cette attitude-là. De toute façon je passe rapidement là-dessus, car j'imagine qu'aucun raisonnement, si justifié fût-il, ne peut autoriser quelqu'un à faire le moindre signe d'approbation à un ennemi qui foule le sol de la patrie (appl. prol) — quelles que soient par ailleurs les qualités de cet ennemi.

Entre autres buts, la guerre européenne tendait à la délivrance de l'Alsace-Lorraine. Cela arrachait au directeur de la «Lumière» ce cri : «Quel triste animal que l'homme!». Messieurs, l'homme est un «triste animal» parce que les Français se souvenaient d'avoir eu l'Alsace et la Lorraine pendant plus de deux siècles, et moi, qui ai été en Alsace-Lorraine, j'ai vu de quel amour sont entourés maintenant les Français là-bas, et je comprends fort bien qu'un peuple qui a participé pendant deux siècles à toutes les transformations d'un autre peuple peut, quelle que soit sa langue, se sentir parfaitement attaché à celui-ci.

Et lorsque vous avez dit, Monsieur, que l'homme est un triste animal parce que les Français songeaient toujours à l'Alsace-Lorraine, je trouve,

vraiment, que cela n'était pas tout à fait à sa place...

L'armistice est conclu. Tout le monde sait quel accablement régnait à Jassy à la conclusion de l'armistice, qui n'a pas été conciu par nous mais par la misérable armée de traîtres de la Russie effondrée, lorsque nous fûmes entraînés, d'une manière si humiliante, à un acte qui semblait détruire tant de nos espoirs.

Mr. A. C. Cuza. Sur le front, les soldats pleuraient.

Mr. N. Iorga. Eh bien, Messieurs, à ce moment là, dans un article de fond, non signé, mais avec des caractères gros comme l'ongle, l'on écrivait dans la «Lumière».

«Enfin l'aube de la paix sourit aussi à ce pays tellement éprouvé».

Sous la forme de l'armistice de novembre!

Le 9 décembre, un autre article, en caractères tout aussi gros, se réjouit de ce que nous pouvons reprendre le chemin montré par nos grands aïeux.

Nos grands aïeux avaient été des gens très simples, pas très instruits, et ils ne connaissaient qu'une petite partie du monde. Mais leur grande force était qu'ils savaient mourir sur leur coin de terre pour l'honneur de ce pays (Appl. prol.).

On sait quelle situation avait amenée l'armistice. Nous étions en plein désarroi. J'eusse voulu que nos frères de l'Ardéal, que Mr. Maniu eussent entendu ces cris de douleur poussés à ce moment par chaque coeur de Roumain, là bas, parce que

s'ils les avaient entendus, il serait resté dans leurs âmes aussi une petite trace qui serait susceptible, à certains moments, de se transformer en un seul cri de douleur commun avec le nôtre, avec notre cri à nous, gens d'ici, qui avons souffert et pour nous, et pour vous, et pour la Bessarabie et pour tout le monde ! (Appl. prolongés, cris de bravo !).

Je vous assure qu'elle n'était pas bien extraordinaire, notre philosophie politique d'alors ; il y avait des choses parfaitement attaquables au point de vue de la logique, mais je ne sache pas qu'un père pleurant sur le cercueil de son enfant eût jamais inventé un système de philosophie.

Le 12 décembre, la «Lumière» nous apporte cette formule : «L'Allemagne peut être fière du chemin qu'elle a parcouru depuis le 12 décembre 1914». Ce chemin où s'étaient toute l'atrocité de notre douleur, tout notre sang versé, nos morts du thypus, toutes nos douleurs physiques et morales qui avaient consumé jusqu'à la moelle de nos os. 500.000 d'entre nous étaient tombés, — peut-être de par la faute de nos dirigeants aussi, mais à cause d'un rigoureux destin également, sur cette voie triomphale que l'Allemagne parcourait depuis le 12 décembre 1916.. (Appl.).

Et, puisque, paraît-il, la «Lumière» avait besoin de frères d'opinion dans d'autres pays et qu'à ce moment il y avait en France le procès de Caillaux, de ce Caillaux qui ne joue plus aucun rôle dans la vie publique, qui a été condamné et arraché de cette vie... (Appl. prol.).



Eh bien, Messieurs, voici de quelle manière le définit un article du 21 décembre 1917 : «Le seul homme qui n'ait pas assumé la responsabilité de l'action de MM. Poincaré, Briand, Clemenceau etc., leur nom est légion et s'étend à toute la classe dirigeante de la France ! Un seul homme sage dans toute la France, et celui-là vous avez vu comme ils l'ont traité ! Ce qui signifie que la France est le pays le plus ingrat de la terre...»

Et, plus tard, le 29 décembre : «à la fin il vaicra car, comme lè sage de l'antiquité, il a eu raison seul contre tous».

Oui, Messieurs, c'est très beau d'avoir raison seul contre tous, mais il y a une chose contre laquelle on ne peut avoir raison et cette chose, c'est votre pays, votre peuple, c'est la lutte et la souffrance de l'un et de l'autre (Appl. prolongés, cris de bravo !).

L'Anglais a un mot : «Right or wrong my country». Raison ou tort, c'est mon pays. (Tonnerre d'applaussements).

Mais, Messieurs, quelqu'un se demandait : Comment donc une personne instruite, intelligente, qui avait joué un rôle très important dans l'enseignement et dans la littérature, qui était comptée — et l'est encore — parmi les chefs de la démocratie roumaine, comment a-t-elle pu avoir cette attitude qu'elle n'a point cachée et que je m'abstiens de qualifier, car je vous présente seulement ce qui est écrit dans la feuille, avec l'interprétation strictement nécessaire pour saisir le sens de ces aveux ?

Messieurs, suivons avec attention la feuille elle-même. Le 10 septembre, dix jours après l'apparition du journal nous trouvons dans un article, signé par l'élu du Soroca, ce passage qui résume toutes les tendances de la feuille: «La Hongrie, en se rangeant sous la même monarchie que l'Autriche, a-t-elle été moins indépendante que la Roumanie dans son splendide isolement?» Trop d'explications, je pense, seraient superflues: la feuille a fait son apparition avec le but clairement défini d'écarter non seulement le régime qui avait fait la guerre, non seulement toutes les personnalités mêlées à la guerre, non seulement toute la classe dirigeante — qui, à ce moment, était en fonction de la patrie et non de ses fautes, — mais aussi d'écarter le Roi, le martyr de notre guerre! (Appl. prol.).

Il m'est permis de dire que s'il s'était vaincu dans son amour pour l'Allemagne, celui-là qui était né sur les bords du Rhin et qui avait passé l'enfance sous son ciel, quelqu'un qui n'était pas né sur le Rhin, qui n'avait pas grandi sous son ciel, qui n'avait pas les mêmes devoirs envers ce peuple-là pouvait à plus forte raison vaincre son amour pour l'Allemagne! (Appl. prol. cris de bravo).

Il était question d'écarter toute la dynastie et de la remplacer par la dynastie des Habsbourg. Le prince Joachim de Prusse, paraît-il, n'était pas disponible pour le trône de Roumanie, et comme l'Autriche cherchait une compensation sentimentale et voulait partager le trésor gagné par la guerre, elle offrait l'Empereur-Roi lui-même, Carol,

entiers vécus sous une dynastie étrangère, moralement séparée d'un peuple qu'elle opprimait (Appl. prol).

Je cherche à satisfaire des scrupules de conscience et m'efforce à n'y pas donner lieu. «La situation internationale de la Roumanie doit donc être telle que l'isolement du Roi puisse cesser».

C'est-à-dire que le Roi de Roumanie au milieu de son peuple était isolé et Charles d'Autriche ne l'aurait pas été.

«Qu'il cesse, et que la Couronne retrouve toute l'autorité — perdue aussi bien que l'indépendance et l'honneur — toute l'autorité et toute la force qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de sa mission».

Où devra-t-Elle trouver tout cela? Non point dans l'amour de son peuple, non point dans l'amour pour les droits nationaux, mais «justement dans cette situation internationale solide et sûre».

Mr. Maniu, permettez-moi de vous demander si cela ne s'appelle pas appeler les Habsbourg sur le trône de Roumanie? Mr. Maniu, nous avons vécu comme des frères tout le temps, dans notre union politique. Je montrerai, à la fin, de quelle manière je l'entends, comme un homme franc et qui suit toujours la ligne droite, comme vous avez, vous aussi, toujours suivi la ligne droite, malgré les opinions qui se sont fait jour de part et d'autre au sujet des méthodes employées à certains moments par le parti national de l'Ardéal; comme un homme franc, qui vous aime comme un frère, et non comme allié politique, je vous prie de me don-

ner devant tout ce monde-ci la satisfaction de me dire si la citation que j'ai lue signifiait oui ou non l'intention de détrôner le Roi Ferdinand et sa Dynastie et de faire monter les Habsbourg sur le trône de Roumanie? (Appl. prol.)

Mr. *I. Maniu*. Je réponds, oui! (Tonnerre d'appl.)

Mr. *N. Iorga*. Il arrive facilement qu'un roi puisse tomber. Cela peut arriver.

Il peut tomber au milieu même de son triomphe. L'on a vu aussi des peuples qui ont eu le manque de délicatesse d'écraser un souverain qui leur avait donné de longues périodes de gloire, uniquement parce qu'à un moment donné la gloire avait cessé de lui être fidèle.

Mais, Messieurs, c'est seulement chez les peuples tout à fait inférieurs que la rupture des liens qui rattachaient le Souverain à ses anciens sujets se fait avec des mots injurieux à Son adresse.

Je vous prie d'écouter maintenant ce qu'écrivait la «Lumière» du 26 décembre: «Du jour où il est monté sur les marches du trône et où, suivant les déclarations de Mr. Delcassé, il a décidé de quitter la voie politique qu'avait suivie et que lui avait montrée son prédécesseur, le sort du Roi Ferdinand a été étroitement lié à celui de MM. Bratiano, Take Ionesco et de tous les ententistes guerriers. Il n'est pas difficile aujourd'hui de prévoir quel sera ce sort.»

Le 26 décembre, comme l'éditeur et le directeur de la «Lumière» est professeur de droit constitutionnel, il essaie de montrer qu'il a aussi le droit de le faire, parce que l'on n'avait pas con-

vôqué le Parlement. Par conséquent tout l'ordre constitutionnel est tombé, et l'article signé par le directeur de la feuille s'appelle: «La Roumanie sans Roi et sans gouvernement» c'est-à-dire qu'il n'y a pas un détronement à faire, mais un détronement qui «au point de vue du droit est déjà fait accompli». Il n'y avait plus qu'à attendre l'homme courageux qui devait mettre la main sur le Roi Ferdinand et le jeter dans quelque localité d'internement autrichienne. (Murmures d'indignation. Bruit).

Et il est dit dans l'article: «D'après la lettre, d'après l'esprit de la Constitution, dans ce jour du 15 décembre, la Roumaine reste sans Roi et sans gouvernement».

Et au 25 janvier: «La nation roumaine est dépourvue des organes auxquels elle avait délégué l'exercice des différents attributs de souveraineté....

«La nation roumaine, telle qu'elle existe en fait, et ici «M. Maniu» et *au-delà des monts* peut rentrer à n'importe quel moment dans la plénitude de ses droits directs; elle peut le faire toute seule, par un acte de volonté».

Par conséquent «un acte de volonté» et il ne faut plus s'étonner de ce qui est arrivé par la suite. Votre gouvernement est venu, Mr. Avéresco, avec une mission difficile à remplir.

Vous le savez fort bien, je me suis permis de croire que cette mission aurait pu être accomplie avec certains ménagements qui n'ont point été trouvés.

Mon opinion? Je ne discute plus cette question,

mais je répète maintenant encore que j'ai entendu dans les conciliabules que nous tenions à la Chambre une voix autorisée qui parlait des possibilités de naviguer tantôt à droite, tantôt à gauche.

Mais je passe là-dessus pour montrer seulement de quelle manière se présentait pour la «Lumière» la caractéristique du gouvernement qui avait pris la charge de conclure l'armistice.

«A la suite de la situation créée, les Messieurs de Jassy doivent s'en aller.»

«Les Messieurs de Jassy», c'est-à-dire et vous Mr. Avéresco, et ces Messieurs-là: MM. Take Ionesco et Bratiano, et tous tant qu'ils étaient, devaient s'en aller. Et j'imagine même la scène, qui, si elle s'était réalisée, eût été l'une des plus belles de la vie d'un peuple.

«Les Messieurs de Jassy» qui ont fait la guerre partent pour se présenter devant le front, devant le front du soldat dans lequel une étincelle de vie brûlait encore, devant le front du soldat mal nourri, devant le soldat gelé par le froid de l'hiver, accablé jusque dans le plus profond de son être, devant le soldat qui, en juillet, avait fait ce rêve insensé qu'il pourrait se faire jour à travers les rangs des Allemands pour aller voir les siens qui étaient soumis à l'exaction et à toutes les insultes des étrangers, et «ces Messieurs de Jassy» auraient dit: «C'est nous qui sommes les misérables, nous allons à Bucarest pour être fusillés; à notre place viennent ces Messieurs-ci qui réellement ne sont pas «de Jassy», mais de cette Bucarest de l'occupation et qui représentent

toutes les humiliations et tout l'opprobre dont puisse se couvrir une fraction sans dignité de la classe dirigeante d'un peuple, par le fait qu'elle reste auprès de l'étranger et l'aide dans ses buts. (Tonnerre d'appl. prolongés).

Votre ministère, Mr. le général, se forme. En voulez-vous la définition ?

Pour la «Lumière», c'est très simple : parce que, dans tous les cas, ces «Messieurs de Jassy» — et vous en étiez, vous aussi, à la tête de vos soldats — c'était n'importe qui n'était pas resté pour faire devant l'étranger la génuflexion de la désertior.. (Tonnerre d'appl.) Elle dit : «Le nouveau gouvernement est un moyen de transmission», à d'autres qui devaient venir.

Et pour bien montrer que parmi les «Messieurs de Jassy» était compris le Roi aussi, il y avait en tête de la «Lumière» la déclaration qui a été lue de cette tribune par M. Cuza et que vous me permettez de vous relire.

«Mr. P. P. Carp vous prie respectueusement de faire part à Sa Majesté que, à son avis, même si le Roi signait la paix avec les puissances centrales, sa présence sur le trône donnerait lieu à une série de convulsions qui rendraient la Dynastie impossible et rendrait plus difficile la guérison des blessures qu'une politique fatale avait causées» («La Lumière» du 22 février 1917, en première page, avec de gros caractères).

Celui qui a prononcé ces paroles s'est renfermé dans un coin de campagne avec une fierté apparente qui ne peut tromper que les psycholo-

gues incapables de découvrir les tourments que l'orgueil parvient à cacher, et il a été enterré par sa famille presque seul dans un coin de son jardin. En aucun cas Pierre Carp ne serait resté à côté du Roi qu'il avait offensé, ne se serait présenté au peuple, sur le balcon, à Jassy devant lui, et n'aurait passé en revue les troupes qu'il avait poussées à la désertion (Appl. prolongés et longuement répétés. L'Assemblée, debout, fait une ovation à l'orateur.)

Il n'aurait pas reçu une décoration qui, pour tout homme sensible, eût été pire que la corde de la potence. (Tonnerre d'appl.).

Et, Messieurs, le général Avéresco est parti; pas même alors l'on ne pardonna au Roi. En mars l'on écrivait :

«Le Roi Ferdinand a demandé un court délai qui lui a été accordé. De la réponse du Roi dépend la possibilité d'une solution pacifique».

Quelques jours plus tard vint le gouvernement Marghiloman. Quelqu'un qui s'imaginait que toute la classe dirigeante était si misérable, si pourrie, qu'il fallait l'écartier complètement; que par conséquent même par les moyens que nous avons montrés, même avec l'appui de l'étranger, cette classe, avec le Roi qui l'a tolérée, devait disparaître, ce quelqu'un ne peut avoir pour Mr. Marghiloman qu'au moins l'attitude qu'il a eue vis-à-vis du gouvernement de Mr. le général Avéresco qui avait servi la guerre, en conformité avec ses devoirs de militaire, mais ne l'avait pas déclarée. En tout cas, Mr. le général Avéresco qui faisait

à ce moment-là appel à toutes les forces démocratiques du pays, autour de qui s'étaient réunis beaucoup d'hommes de bonne volonté, pouvait être considéré, j'imagine, comme un démocrate au moins de la qualité de Mr. Marghiloman, Mais M. le général était «un moyen de transmission». Et pour le gouvernement de Mr. Marghiloman, l'on disait, au 21 mars : «il aura mon concours résolu pour tout le bien qu'il lui sera donné d'accomplir.

...Je serai heureux si je peux lui être, dans l'œuvre modeste de mon activité, plus utile qu'il ne m'a été donné de l'être aux gouvernements passés».

Eh bien, Messieurs, vous comprenez fort bien que je ne puis concevoir, après avoir passé en revue dans mon esprit tant de phases de l'histoire de l'humanité, après avoir vu l'égoïsme brutal des tyrans italiens, après avoir eu devant les yeux l'audace sans borne des aventuriers de tous les temps, je ne puis concevoir un homme qui s'entête dans ses erreurs et n'abaisse son front devant personne, Mais le démolisseur de dynasties, le démocrate qui voulait abattre toute la classe dirigeante, dût la patrie elle-même succomber sous ses coups, cet homme-là s'incline devant quelqu'un qui est un excellent homme politique, d'un grand talent d'orateur et d'une grande capacité de gouvernement, mais qui appartient au conservatisme le plus doctrinaire, et ce démocrate parle de son «modeste concours» à celui qui — il le savait fort bien — n'était par rien attaché ni au suffrage universel ni à la réforme agraire ni

à la solution des questions ouvrières? (Appl.)

Des voix: Fort bien!

Mr. N. Iorga. Mais, direz-vous, l'attitude vis-à-vis du gouvernement Marghiloman est-elle restée la même?... (Bruit, interruptions). A un moment donné, aux élections, toutes les questions, pour un moment oubliées, et le suffrage universel et la réforme agraire, toutes ont surgi contre le gouvernement Marghiloman.

Et la question se pose si, alors qu'une autre démocratie est venue, elle ne peut s'attendre à un concours tout aussi persévérant et dévoué que celui que l'on accordait à ce gouvernement-là avec une si irréductible bonne volonté.

Et, Messieurs, lorsque la guerre a été une fois terminée — et j'en finis avec cette partie-ci... (Interruptions).

Êtes-vous content? j'aurais pu en dire davantage, car la matière ne manquait pas! (Appl.).

Par conséquent, lorsqu'une autre chose est arrivée — que la cause allemande avait été perdue, si j'avais défendu la cause allemande je me serais retiré dans quelque coin perdu, j'aurais eu foi et je me serais cru solidaire de sa catastrophe, mais je n'aurais pour rien au monde applaudi à Jassy lorsque l'on croyait que la victoire allemande était entière et définitive; à aucun prix je n'aurais applaudi nos vainqueurs, comme j'ai passé sous silence également le nom du premier ministre — nonobstant mon opinion sur sa personnalité — car il avait le défaut d'être venu sous le boucliers des armées ennemies. Dès que

de sort à commencé à être défavorable aux Allemands la «Lumière» a changé de note. «La Lumière» s'est réjouie à un moment donné de ce que l'empereur Guillaume s'était retiré, afin que, sans lui, la question puisse être plus facilement résolue. Et un jour, la «Lumière» offrit, avec une chaleur inexprimable, de nous embrasser, demandant que tous nous participions dans la même mesure au régime nouveau, comme si nous avions tous accompli les mêmes actes (Appl. prol.).

Messieurs, telle est la part d'informations que demande à chacun de nous le rapport qui concerne l'attitude de Mr. Stere pendant l'occupation. Et je défie, Messieurs, que l'on puisse démentir n'importe laquelle de mes affirmations, qui sont basées sur des documents portant chacun la date du numéro d'où ils sont extraits. Il serait logique d'en tirer la même conclusion que tirait le directeur de la «Lumière» contre nous, dans le cas où la victoire serait restée de l'autre côte. (Appl. prol.).

De quelle nature étaient ces sanctions ? C'est la «Lumière» du 19 octobre qui nous le dit :

«Sans doute, Mr. Bratiano ne sera pas fusillé et j'espère qu'il ne se tuera pas lui-même, comme le lui a prédit M. Iarca. L'on ne réparerait pas de le sorte les conséquences du «coup d'état qu'il a fait».

Messieurs, l'on a parlé de générosité. Appréciez donc la générosité en rapport avec ce texte.

Et tout l'amour de la démocratie de M. Bratiano ne lui aurait pas épargné ce sort. Car pour

ce qui est de la démocratie elle-même, voici ce que l'on communique de Moldavie en gros caractères : «Le roi croit devenir populaire par une démagogie qui fait trembler même Mr. Bratiano. Le paysan moldave resté sans bétail dans les villages dépeuplés n'a plus de terre en ce moment-ci».

Par conséquent la démocratie elle-même n'aurait sauvé aucun de nous, car l'on nous disait le 11 janvier 1918. «Le jour du jugement viendra pour nos grands patriotes et hommes d'état».

Si l'on parle de générosité, qu'on nous permette de dire que la générosité était plutôt du côté des autres. Et maintenant, quelle que soit l'irritation que cela provoquerait dans les rangs de la majorité, je dirai :

Pourquoi n'avez-vous pas puni jusqu'ici tous ceux — et ils sont nombreux et haut placés — qui ont fait de tels actes, et parmi lesquels je ne crains pas de dire qu'il en est de plus coupables, qui ont mis en avant le théoricien têtue qui ne voulait en rien céder à qui que ce fût, et qui se sont fait de son corps un bouclier contre les coups qu'ils prévoyaient de la part de l'adversaire? Pour faire ces grandes choses, qui n'étaient pas seulement l'établissement des responsabilités d'une administration relâchée et les inutiles hécatombes de soldats du pays, il y a eu un manque absolu de gouvernement précisément alors que le gouvernement devait être plus fort et plus respecté que jamais. Cela je le dis pour le parti libéral. Mais, dans ces responsabilités il

y a autre chose encore. Il y a à demander des comptes à tous ceux qui, en pactisant avec l'ennemi, ouvertement ou en cachette, ont mis en danger l'avenir même de cette nation, car il y a des jeunes gens qui assistent même dans cette chambre à l'excuse d'actes semblables et à qui l'on inocule de la sorte dans l'âme le germe des trahisons futures. (Appl. prolongés, cris de bravo!)

Mais, pour en arriver là il nous fallait une autorité morale. Vous devez reconnaître que cette autorité morale a fait défaut.

La question se trouve être portée par conséquent, à cause du manque d'autorité morale de ceux qui auraient dû demander des comptes et appliquer des sanctions, devant la conscience de ce peuple et devant l'histoire.

Mais, si nous n'avons pas une loi, comme en Ardéal par ex. qui écarte de l'officialité publique tous ceux qui n'auront pas été fidèles à la patrie, tous les partis politiques ont du moins le devoir de se tenir bien loin des hommes qui, dans leur ambition, ont oublié que nous sommes tous de la poussière devant notre pays (Appl. prolongés).

Mais cela signifie-t-il que nous pouvons fouler aux pieds le texte précis du règlement qui ne permet pas d'invalider quelqu'un lorsqu'il n'y a pas dans l'élection elle-même certains vices de forme?

Très nettement, je répons: non!

Une voix: Applaudissez-vous maintenant aussi?

Mr. N. Iorga. Messieurs, je n'ai point parlé pour vos applaudissements et vos désapprobations

non plus ne peuvent me fâcher. Si vous pensez qu'à mon âge et avec mes habitudes d'esprit mes décisions peuvent m'être soufflées à l'oreille par tel ou tel député et cela pour des considérations de retentissement en dehors du parlement, eh bien, vous vous trompez fort. Messieurs, je n'ai point d'autre guide que ma conscience ; et si elle m'impose de ne jamais avoir de rapports avec ceux qui ont foulé aux pieds les suprêmes lois morales relatives à notre patrie par des faits qui dans le code français constituent des crimes d'Etat — le second des « crimes extérieurs d'Etat » — ma conscience m'impose aussi, tant qu'une loi existe, de me soumettre à cette loi, car il n'y a rien de plus révolutionnaire, de plus fertile en maux pour l'avenir que de se dispenser aujourd'hui d'une loi afin de s'accoutumer demain à se dispenser de toutes. Et nous devons penser à une chose : l'amour naturel de nos frères bessarabiens pour quelqu'un qui, parti de leurs rangs, s'est élevé très haut et leur a rendu de grands services au point de vue de la culture, est un fait qui explique leur attitude pour laquelle nous les pourrions même louer. Car, cela est évidemment beau, aujourd'hui, de se tenir auprès des amis qui sont malheureux. Et cela s'explique aussi, car vous étiez loin et n'avez pas mangé ce pain arrosé de larmes et de sang que nous avons mangé nous pendant la guerre, en même temps que nous étions accablés d'insultes de la part de ceux qui étaient restés à Bucarest. (Appl).

Je comprends tout cela parfaitement ; mais si

l'on pouvait appliquer cette mesure à quelqu'un dont la situation est claire, nous ne voulons pas que demain l'on applique la mesure à d'autres qui n'auraient eu qu'une culpabilité de parti.

J'ai vu beaucoup de choses et je suis en mesure d'en prévoir beaucoup d'autres aussi; par conséquent je crois qu'une des plus grosses fautes serait d'agir contre le règlement qui, de toute évidence, prévoit la validation. Ce serait une faute aussi d'annuler la décision des Sorociens qui lui ont donné le mandat. Je sais, moi, de par l'histoire du pays, qui sont les Orhiens et les Sorociens. (Applaudissements prolongés).

D'un bout à l'autre de l'histoire de la Moldavie, leur habitude a été de se mettre en travers en temps de paix, mais d'être en temps de guerre parmi les premiers rangs des défenseurs de la patrie (Appl. prol.) Bons pour la fronde, bons pour la guerre.

Une voix: Mr le général Avéresco aussi est de Soroca.

Mr. N. Iorga: Ses électeurs sont tous à Soroca, aucun n'a déménagé ailleurs.

Par conséquent, de même qu'on leur a pardonné jadis, qu'on leur a tenu compte de ce qu'ils faisaient contre l'ennemi pour leur pardonner ce qu'ils faisaient aussi contre le prince et la légalité de leur pays, c'est le cas pour nous aussi de tenir compte de ces gens qui se trouvent depuis deux années seulement dans la vie politique de la Roumanie.

Habitué à lutter contre les étrangers, ils apor-

tent dans les luttes de politique intérieure cette passion ardente, indomptée, qu'ils opposaient à leurs oppresseurs de nationalités et de langues étrangères. (Appl.). Et ils apportent encore une chose : habitués à combattre l'Etat avec n'importe quel risque, ils sont bien moins préoccupés que nous de la raison d'Etat qui est un facteur déterminant pour notre conscience forgée par l'éducation politique.

C'est pourquoi, sur ma décision, en dehors du respect du règlement, influe aussi mon amour pour vous les Bessarabiens que j'ai connus lorsque j'ai ouvert le premier abri pour les étudiants bessarabiens de Jassy, abri qui aujourd'hui encore est destiné à recevoir les étudiants roumains de Bessarabie. Je vous ai connus aussi par mes élèves de l'Ardéal, de la Bucoviné et du vieux Royaume.

Et je vous le dis : même si le règlement ne m'y autorisait pas, mais parce que nos frères de Bessarabie persistent dans cette idée que je crois erronée et pourtant excusable, je voterais tout de même pour la validation de l'élection de Soroca. Mais j'ai encore une chose à éclaircir. J'ai parlé hier de certaines intrigues qui se faisaient à l'occasion de cette validation. Cela me donne le droit de dire deux mots, très clairement, pour votre édification, à vous qui ne connaissez pas certains détails concernant les relations qui existaient dans l'opposition unie.

Messieurs, la Fédération ne comprend pas l'opposition coalisée tout entière. Elle comprend seulement le parti nationaliste et le parti national-

démocrate, qui ne se confondent nullement, mais qui vont la main dans la main aussi bien aux élections que pour la défense de certaines réformes, considérées par nous comme indispensables pour le pays. Le programme de la Fédération qui reproduit celui de l'ancien Bloc du gouvernement Vaïda-Voëvod est tel que les éléments des provinces rattachées, le plus avancés sous le rapport de la démocratie, ont été tout naturellement attirés et sont venus former ensemble l'opposition-unie. Tels sont les rapports qui ont existé entre nous.

Les conséquences en sont fort claires: chaque fois que des réformes seront apportées devant vous, je suis certain que rien ne nous séparera quant au point de vue absolument avancé (appl. sur les bancs de la minorité), au point de vue avancé qui nous est commun à tous. Mais chaque fois qu'il sera question de méthodes, de méthodes et d'attitudes, qu'il me soit permis de garder mes sentiments, qui sont la base de mon être politique comme ils sont la base de mon être humain et de ne faire fléchir mon credo national devant aucune opportunité. (Applaudissements prolongés).

Discours de Mr. Take Ionesco

Ministre des Affaires Etrangères,

prononcé au cours de la séance du 9 mars 1921 de la Chambre
des députés roumaine

Discours de Mr. Take Ionesco

Ministre des Affaires Etrangères, prononcé au cours de la séance du
9 mars 1921 de la Chambre des députés roumaine

Messieurs les députés,

La discussion d'hier et surtout le discours de M. Iorga ont eu le grand avantage de dissiper deux confusions voulues.

L'une de ces confusions voulues était de transformer cette question, qui concerne toute l'opinion publique de ce pays, en une question de groupes.

Ainsi, par exemple, un député voulait voir dans le cas Stéré, qui est assurément, depuis la guerre, la première profession de foi nationale que l'on fait ici au nom du pays, (applaudissements prolongés) un député, dis je, voulait voir une tentative satanique de diviser l'opposition. Un homme sérieux peut-il croire que quelqu'un eût pu décider M. Iorga à une action comme celle qu'il a faite hier, ou bien qu'il y avait là une tentative de quelqu'un pour obtenir une mesquinerie? Car c'est une chose mesquine que les combinaisons

de parti, de groupes, ou les luttes entre vous et nous, en face de la grande question d'ordre psychologique qui se discute !

Quelle est cette question ? La voici : Est-il possible qu'un homme qui est accusé de crime, d'un crime prévu par la loi, puisse venir à la tribune de la Chambre et dire : « Je ne regrette pas ce que j'ai imprimé dans le journal *« Lumina »* ; si c'était à refaire je le referais ». Voilà la question. (Applaudissements).

Un autre député a cherché aussi à entraver les débats en s'adressant à moi : « Vous ne vous ferez pas un piédestal politique avec les pavés que vous avez l'intention de lancer contre M. Stéré ».

Veillez observer que la fronde avec mes petits cailloux n'avait pas encore été mise en mouvement !

J'espère que ce député, ayant vu hier les rochers des Carpathes que M. Iorga, de son bras puissant, a fait rouler pour accabler à jamais le traître (applaudissements prolongés), ne me demandera plus ce que je cherche à cette tribune et ne tentera plus de voir dans ce qui est l'expression du plus élémentaire et du plus sacré des devoirs de conscience ni calcul politique ni assise pour l'avenir.

Messieurs, quiconque vient ici aujourd'hui et prend position, il la prend pour toute la vie et définitivement contre certains crimes, à l'exclusion de toute combinaison politique ; par contre, Messieurs, celui qui cherche les combinaisons politiques et qui veut s'y appuyer a d'autres moyens

L'un de ces moyens est le silence : laisser aux autres la responsabilité des difficultés. L'autre, c'est la coquetterie avec la trahison et avec le traître, car, parfois le traître aussi peut vous apporter une aide électorale ou des bulletins dans l'urne pour un vote dont on a besoin. Non, Messieurs. Ce que M. Iorga a fait, ce que nous faisons tous aujourd'hui ne sert en rien nos intérêts politiques ; mais il y a quelque chose qui prime l'intérêt politique : c'est la responsabilité qu'ont assumée tous ceux, surtout ceux qui ont poussé le pays à la guerre, et, par ces mots, je dis trop peu, ceux qui se sont faits les exposants de la volonté nationale qui réclamait la guerre ; car ce n'est ni la politique d'un homme que l'on a suivie ni celle d'un parti, mais celle de toute une nation. (Applaudissements prolongés) ; ces hommes-là ont un devoir sacré.

Et M. Iorga et nous tous qui prenons ici la parole, nous ne poursuivons aucun calcul politique. Nous sommes cependant convaincus que nous avons un devoir sacré envers tous ceux qui ont souffert dans la guerre, envers les descendants de ceux qui sont restés sur le champ de bataille (applaudissements), envers les mutilés qui ne peuvent oublier, envers ceux qui ont souffert en Moldavie et partout ; nous avons le devoir sacré de clouer le traître au pilori.

Le discours de M. Iorga a écarté tout moyen de déplacer la question de son véritable terrain et de la transporter sur celui des luttes entre partis.

Quant au sein des mêmes groupes politiques on entend des voix si différentes, quand ceux qui tentent une défense sont forcés de faire une défense masquée, car un seul est allé jusqu'à dire : «soyez le bienvenu», et que d'autres tour à tour ont déploré, condamné le fait sans en tirer les conséquences, vous comprenez bien, messieurs, qu'il y a là quelque chose qui est au-dessus des groupes politiques, au-dessus de nos luttes du moment, et que ce quelque chose qui est supérieur ne peut pas ne pas être exposé ici dans toute son ampleur.

M. Stéré et plus tard M. Loupou ont tenté d'introduire dans ces débats la personne même du Roi.

M. Stéré a dit que la décoration de Jassy est la sanction qu'il a déjà obtenue pour ses actes, et M. Loupou a dit : «en attaquant les faits commis par M. Stéré et en sachant qu'il a été décoré, vous faites échec au Roi».

Messieurs, que cherche ici le Roi comme pavois des actes que vous-mêmes avez été forcés de réprouver ? (Applaudissements).

Le Roi n'a rien à faire ici. La décoration, tout le monde le sait, n'est pas accordée par le Roi, mais par le gouvernement. Si vous la mettiez sur les épaules du Roi vous devriez aussi prendre le Message pour l'ouverture des Chambres Marghi-loman, le Message pour le dépôt du traité de paix de Bucarest, le télégramme de félicitations pour le traité de Bucarest et les mettre tous à la charge du Roi ; ce serait la plus criante des injustices.

Du moment que le Roi a été forcé, s'est cru forcé d'accepter de conclure la paix qui, dans son âme comme dans celle de tous les vrais roumains, n'était qu'un armistice imposé, le reste marche de soi, et il est monstrueux de mettre sous l'égide du Roi vos actes criminels. (Aplaudissements prolongés).

Voulez-vous que je vous fasse un aveu que je n'ai encore fait à personne, pour vous faire connaître quels étaient à ce moment les sentiments du Roi ?

Deux ou trois semaines avant de partir pour Paris, j'ai été appelé pour m'entretenir avec une personne qui n'était pas le Roi; en parlant à cette personne, c'était comme si j'avais parlé au Roi; mais ce n'était pas le Roi, parce qu'il n'était pas bien que le Roi se rencontrât soit avec M. Bratiano soit avec moi pendant que la ville de Jassy était déjà visitée par des officiers allemands.

J'ai dit à la personne qui me parlait et me donnait certaines indications sur la campagne à faire en occident: il y a une chose que vous devez garantir; quoi qu'il arrive, quelle que soit l'insistance du gouvernement, quoi que votent les Chambres qui seront élues sous les baïonnettes allemandes, même si le Roi était forcé de prendre la dernière mesure qui reste à un monarque, qui n'a plus d'armée à sa disposition et qui est sous la main d'une Chambre et d'un gouvernement d'étrangers, le Roi ne marchera jamais à côté des Puissances Centrales. En d'autres termes, il abdiquera plutôt

que de commettre ce crime. (Applaudissements longuement répétés).

Cette personne me répondit : Je vous autorise, au nom du Roi, à faire cette déclaration. Et j'ai donné cette assurance de la part du Souverain de Roumanie. Aussitôt que j'ai vu à Paris et à Londres les premiers ministres, je leur ai dit : Si la Roumanie a été forcée à cesser la lutte pour l'instant, soyez sûrs d'une chose : c'est qu'elle ne commettra jamais ce qui aurait été un crime et une faute (applaudissements) — la suite l'a prouvé — à savoir de marcher avec les Puissances Centrales.

Cependant, je tiens à vous le dire en passant : Ne vous imaginez pas que certaines ignominies, certaines infamies commises dans le pays, mais qui hereusement ne peuvent pas balancer les actes héroïques de la nation, (applaudissements) n'ont pas eu d'influence défavorable pour nous.

Interrogez M. Victor Antonesco qui a été notre ministre à Paris ; il me le répétait encore avant-hier, quelques jours avant l'ouverture de la Conférence, il était très anxieux si la Roumanie sera ou non admise à la Conférence.

C'était la difficulté, le lourd fardeau qu'avaient mis sur les épaules de ce pays héroïque, nullement fautif des méfaits de quelques-uns, les actes de ces criminels, actes qui avaient été divulgués à son de trompe dans l'univers, qui étaient connus partout et tendaient à souiller la gloire de la Roumanie renaissante. (Applaudissements prolongés). Voilà la vérité.

Il y a encore un point qui a été éclairci dans la séance passée. On avait cherché à faire une autre confusion : la confusion entre la question de la politique que la Roumanie aurait dû suivre dans le conflit mondial, et partant, entre les opinions différentes qu'on a pu émettre durant notre période de neutralité, et entre les actes des hommes après que la Roumanie est entrée en guerre. Dans la première période, la bonne foi, si elle existe, excuse beaucoup de choses ; dans la deuxième, il n'existe aucune excuse. Pour être plus large, j'ajouterai que du jour où la Roumanie a fait la paix, ce fut la troisième période. Car, si après la conclusion de cette paix qui pour les patriotes était un armistice, on pouvait, au point de vue légal — légal seulement, parce que moralement c'était toujours une lâcheté — dire : j'ai recouvré ma liberté et je puis critiquer, il est certain, c'est une vérité indiscutable qu'entre le mois d'Août 1916 et le printemps de 1918, le pays étant en guerre, il ne pouvait plus être question d'opinions individuelles, et toute attaque contre la politique du pays était un crime. Il est inutile d'invoquer la bonne ou la mauvaise foi, parce que la bonne foi, c'est d'être avec son pays quand il est en guerre, sinon on est en pleine mauvaise foi. La recherche du mobile du crime est une fantaisie de littérateur que la masse de la nation ne peut pas concevoir. Je n'ai pas encore ouï dire qu'un jury se demande si le criminel est d'avis ou non que le crime soit puni ; le jury constate le crime et le punit.

C'est aussi un pharisaïsme repoussant, — permettez-moi de le dire — quand on nous dit : J'ai vu les faits incriminés, le coupable les reconnaît, mais je ne sais s'il est coupable, c'est l'instance compétente qui le dira. L'instance compétente est compétente pour appliquer la peine matérielle, mais, pour la peine de l'ostracisme d'au milieu des hommes honnêtes d'un pays, l'instance compétente, avant tout, c'est l'opinion publique, et par suite, les représentants du pays, car, c'est pour cela que vous êtes ici. (Applaudissements prolongés).

C'est un véritable pharisaïsme que de refuser de se pronocer devant l'évidence.

Oui, messieurs, quand il s'agit d'une accusation qui a besoin de confrontation de témoins, qui a besoin d'explorations, d'investigations, d'expertises, seule l'instance compétente peut se pronocer. Mais quand il s'agit d'un seul fait, de choses imprimées, qu'outre cela on n'a rien invoqué de plus, que les choses imprimées sont sous les yeux, que M. Iorga vous en a lu une partie, la plus grande partie, et j'en ajouterai d'autres, que l'accusé ne nie pas, qu'il dit même qu'il ne les regrette pas, que signifie ce pharisaïsme de dire je ne sais s'il est coupable ou non ! Non, c'est un devoir de conscience de se pronocer sur ce que l'on voit et de dire si c'est là ou non une trahison envers la patrie (Applaudissements prolongés).

Car, messieurs, que signifie trahison envers la patrie ? Cela signifie que lorsque votre pays est en lutte avec l'ennemi, vous, par vos actes,

par vos paroles, par vos menées, vous agissez en faveur de l'ennemi. Et on peut agir à son profit de différentes manières : en décourageant le peuple dans la lutte qu'il a entreprise, en cherchant à renverser le gouvernement de la patrie et, par suite, son Roi ; on peut agir en poussant à la désertion les soldats de son pays, en un mot, en faisant des actes contraires à la volonté de son pays.

Quand le pays entre en guerre, tous ses fils sont mobilisés par le cœur. Les uns prennent les armes, les autres le secondent autrement. Mais si vous agissez contre le but commun, vous êtes un traître. On a parlé de mobile, on a dit que ce n'était pas par esprit de lucre !

Est-ce que cela change quelque chose ?

Le mobile ? Une vanité hypertrophiée, un orgueil incommensurable, un orgueil qui mène au crime sans l'ombre d'un scrupule ; un orgueil qui dit même aujourd'hui : je ne regrette rien.

Cette vanité inouïe s'est dit :

« Moi seul ai su quelle sera la fin de la guerre universelle, moi seul ai su quelle politique devait faire la Roumanie. Et puisque la Roumanie n'a pas écouté mes conseils, qu'elle a fait une autre politique, qu'elle est entrée dans une guerre que je ne voulais pas, je vais m'élever au-dessus de la volonté du pays et quand le pays sera aux heures les plus sombres, je ferai paraître un journal dans le pays occupé et j'y exposerai que la guerre a été faite contre son gré, — et vous savez que tout le pays la désirait (applaudissements) — ;

dans mon journal et aux applaudissements de l'ennemi, je dirai que le pays n'a ni Roi, ni gouvernement; dans ce journal je répéterai que la guerre sera perdue définitivement et j'accepterai que, par un certain organisme, — ce sont ses propres termes : un certain organisme — mon journal soit lancé dans les tranchées pour corrompre l'âme des soldats roumains. Et cela est arrivé; M. le député Georoceano m'a dit qu'il a perdu le commandement de son secteur, parce que deux soldats ont lu la «Lumina» et qu'ils ont déserté.

M. N. *Georoceano*. — On venait et on jetait le journal „Lumina“ avec des photographies qui représentaient des déserteurs occupés aux travaux des champs, et le lendemain deux soldats de mon secteur ont déserté et on m'a pris le commandement.

Voix : Quelle honte !

M. *Take Ionesco*. — Messieurs, voulez-vous savoir quel est le devoir d'un homme, quand sa patrie est entrée en guerre ? Ce n'est pas seulement le code pénal qui le dit. M. Stéré lui-même va vous le dire.

M. Stéré a publié en 1915 une brochure de 51 pages, intitulée : «Discours de M. Take Ionesco». Dans cette brochure il commence par dire que «si la politique de M. Take Ionesco réussissait, ce serait la ruine de l'Etat et de la race».

Il continue en affirmant que nous, qui croyons à la destruction de l'Autriche, nous ne savons pas ce que nous disons, car on ne peut pas ré-

ver un démembrement de l'Autriche tel que nous puissions espérer d'avoir la Transylvanie, et il termine en déclarant que personne, ni même Take Ionesco, s'il était à la tête du gouvernement, ne pourrait faire une autre politique que celle de Carp et Stéré.

Dans mon discours de Décembre 1915, auquel répondait la brochure de M. Stéré, j'avais dit précisément le contraire.

Très bien, messieurs, jusqu'ici ce sont des prophéties que les événements ont complètement démenties. Il était contre la politique faite par le pays — je serais un monstre si je disais ma politique, parce que si c'eût été la politique d'un homme ou d'un groupe d'hommes, la Roumanie n'aurait pas montré son héroïsme admirable (applaudissements prolongés) — contre la politique qui a été vraiment la politique de la nation roumaine. Pour ce qui est de l'alliance officielle, que nous avons depuis 1883 avec l'Autriche, qui d'ailleurs était une alliance forcée, elle était si antipathique au peuple qu'elle n'a jamais passé plus bas que les couches gouvernementales ; une alliance forcée, comme je l'ai expliqué en 1915, parce que, comme disait un jour un diplomate italien, quand on a l'Autriche pour voisine, on ne peut être que son alliée ou en guerre avec elle. Cette alliance officielle, dites vous — il y a ici beaucoup d'anciens instituteurs — si elle a jamais pénétré jusqu'à l'école primaire et si vous ne viviez pas tous dans l'idée de la Dacie Trajane, dans l'idée de franchir les monts. (Applaudissements prolongés).

Grégoire Brătianu à la tête de la Ligue, M. Iorga, plus grand naturellement, à la tête de la Ligue, représentent beaucoup plus la volonté de la nation que tous les traités signés par tous les partis, de même qu'en Italie le poète qui a parlé à Gênes représente beaucoup plus la volonté nationale que les traités qui duraient depuis 30 ans. (Applaudissements prolongés).

Messieurs, je n'oublierai jamais la journée du 2 août 1914. Je me suis rencontré ce jour-là, à Sinaïa, à dix reprises, avec M. Brătianu, à midi à la gare, à 4 heures du soir chez moi. M. Jean Brătianu a l'habitude de vouloir connaître d'abord votre opinion avant de faire savoir la sienne; nous sommes deux natures tout à fait différentes. M. Brătianu, messieurs, me dit à la gare: «hier, la guerre a été déclarée, l'Autriche et l'Allemagne nous demandent impérieusement de marcher à côté d'elles; les deux empereurs ont adressé au roi Carol des télégrammes foudroyants; la moitié de mon gouvernement est absolument opposée, et il me cita le nom de 4 ministres qui s'y opposaient le plus — il y avait parmi eux le Dr. Angheliesco — le parti en majorité est contre, et ce qui est plus grave, disait M. Brătianu, l'armée est contre. (Applaudissements). C'était ainsi.

M. Brătianu m'a demandé alors: Et vous, que croyez vous? Je lui ai dit: les ministres qui sont contre, le parti qui est contre, l'armée qui est contre ont raison; il n'est pas possible que nous entrions en guerre à côté de l'Autriche et de

l'Allemagne. A 4 heures, j'ai examiné avec M. Bratiano toutes les hypothèses — il n'est pas là, ce n'est pas l'occasion de traiter cette question — mais pour ma part je lui ai dit une chose qui me ramène précisément à la question.

«M. Bratiano, lui ai-je dit, quoi qu'il arrive, en ce qui me concerne, même si les Allemands réalisaient leur prophétie que le 15 septembre ils seront à Paris, je ne prendrai jamais part à une politique de guerre à côté de l'Autriche et de l'Allemagne. Si le pays le fait mon devoir sera de me taire, mais, je n'y donnerai jamais mon concours». (Applaudissements prolongés).

Cette politique était tellement celle de la nation et non celle de quelques hommes, que, le 3 août, après le conseil de couronne, quand nous sommes allés dans la chambre du Roi — il y avait MM. Phérékide, Porumbaro, Marghiloman, Bratiano et moi — rédiger la réponse du pays aux demandes de l'Autriche et de l'Allemagne, M. Bratiano nous a montré un projet où il disait : — il était inexact et il l'a modifié ensuite à ma demande — Sans examiner aujourd'hui si le traité nous oblige ou non, l'état psychologique du pays est tel qu'aucun gouvernement ne peut donner suite maintenant à la demande d'entrer en guerre à côté de l'Autriche et de l'Allemagne. (Applaudissements). Telle était la volonté du pays. J'ai dit : «M. Bratiano, profitons de l'occasion heureuse pour nous que la guerre a commencé de telle sorte que ni la lettre ni l'esprit du traité ne nous obligent. Etablissons ce point comme le premier,

car c'est une question d'honneur, ainsi que l'a établi l'Italie, et c'est assez. Ma proposition a été acceptée. Ce que je voulais retenir, c'est que nous étions tous d'accord sur ce que voulait le pays.

Mais, maintenant que la guerre a commencé quel est notre devoir ? Voici ce que dit M. Stéré dans cette même brochure : « Assurément les Roumains qui ont quelque chose de sacré dans l'âme, à l'heure de la décision, quelle qu'elle soit, feront leur devoir ».

En ce qui concerne les autres, des points et encore des points.

Ces jours-ci j'ai appris que : « en ce qui concerne les autres », signifie que non seulement l'on trouve un collègue qui ne connaisse pas tout notre passé et qui, ne se souvenant que des services locaux qu'il a pu lui rendre, l'élise, mais que l'on trouve des hommes qui ont fait avec nous la campagne nationaliste et qui lui disent : soyez le bienvenu au milieu de nous.

M. *le Dr. V. Loupou*. — Je ne suis pas avocat, je suis homme de cœur. Mais, en 1906, êtes-vous allé ou non chez le Kaiser ?

M. *Take Ionesco*. — J'y suis allé et j'ai très bien fait. La politique officielle de la Roumanie ne s'est réellement modifiée que lorsqu'on a créé en Europe une autre constellation de Puissances qui pouvait tenir en frein les Puissances Centrales. La Roumanie a trouvé la conjoncture qui ne se serait jamais plus rencontrée au cours des siècles, qu'il se soit formé dans le monde une constel-

lation de Puissances, décidée à faire justice à tous les peuples, et c'eût été une monstruosité que précisément les Roumains ne se fussent pas battus pour cette idée. (Applaudissements prolongés).

Messieurs les députés, c'est la chose la plus ridicule de discuter maintenant quelle était la meilleure politique ; je comprends qu'on l'eût discutée avant le résultat, mais aujourd'hui est-ce discutable ?

Chose curieuse, Mesieurs, M. le Dr. Loupou nous a lu un discours, publié en anglais, où après avoir présenté tous les arguments de ceux qui étaient contre la politique nationale, il disait que cependant les autres étaient plus grands. Alors que veut-il ? Contredire ce qu'il a dit ?

Si la Roumanie n'avait pas fait la politique qu'elle a faite, non seulement la Transylvanie ne serait pas là, mais la Bessarabie non plus. Si la Roumanie avait été vaincue, — et elle l'eût été si elle avait commis le crime de marcher avec l'Allemagne — on n'aurait pas donné une province à un Etat vaincu. Bien plus : la Roumanie vaincue aurait perdu aussi la Dobroudja, nous serions revenus à l'état d'avant 1858. (Bruyants applaudissements).

C'est pourquoi, Messieurs les députés, je ne m'occupe, comme l'a fait avec raison M. Iorga, que des actes du coupable depuis le mois d'Août 1916.

Vous savez, Messieurs, et vous pouvez le répéter, combien a été brillante la conduite de la Roumanie. Que pourrais-je ajouter à l'admirable

tableau d'hier sur les souffrances endurées derrière et sur le front? Je me souviens de certaines choses caractéristiques.

Le première, c'est le jour où sont venus à Jassy les Transylvains de Russie, prisonniers de guerre, pour lesquels le devoir militaire était fini et qui venaient, de bon gré, se battre sous nos drapeaux, quoique sachant que celui d'entre eux qui serait fait prisonnier par les Allemands serait pendu comme traître à la patrie. (Applaudissements prolongés).

Une autre vision sublime de cette époque: je suis allé un jour sur le plateau de Jassy voir le régiment de Romanatz, quelques jours avant la bataille de Marasheshti. Mille six cents soldats de ce régiment avaient été malades du typhus exanthématique; ceux qui étaient restés étaient si joyeux qu'ils lançaient leurs bonnets en l'air, heureux d'être envoyés sur le front. Voilà des faits admirables qui effacent la honte que Stéré a mise sur la face de la Roumanie (Applaudissements prolongés).

Et pendant que le pays faisait ces prodiges qui lui feront honneur éternellement, M. Iorga, a donné lecture de ce que l'on écrivait dans la «Lumina»; mais il n'a pas donné lecture du No. 1 du journal qui est caractéristique.

Que pouvait faire un ennemi de notre race à Bucarest, après la bataille de Marasheshti? Que pouvait faire un traître pour venir au secours de l'ennemi? S'il s'appelait colonel Stourdza, il ouvrait le front, car l'acte du colonel Stourdza est

identique à l'acte de Stéré, absolument identique, avec la différence que Stourdza est condamné à mort. S'il s'appelait colonel Stourdza, il ouvrirait le front. Et vous savez que le colonel Stourdza a aussi la prétention d'avoir suivi son opinion personnelle.

Vous devez savoir, messieurs les députés, que, pendant la neutralité, le colonel Stourdza, qui était alors directeur de l'école militaire, quand sont venus à l'école militaire de Bucarest les transylvains et les bucoviniens envoyés par le ministère de la guerre, a refusé de les recevoir, en disant que ce sont des traîtres envers leur Souverain d'Autriche.

Ainsi donc, messieurs, si l'on est militaire, on ouvre le front ; si l'on a cette nouvelle profession que l'on appelle «intellectuel», qui a la prétention d'être au-dessus de tout ce qui est humain, alors que fait-on ? On prend la plume et avec la plume à quoi vise-t-on ? À prouver que la guerre n'est pas à la nation ; que l'ennemi ne se bat pas contre un peuple qui a décidé légalement la guerre, mais qu'il se bat contre le caprice, contre la fantaisie de quelques hommes qui ont imposé leur volonté à un peuple qui n'a pas voulu la guerre, qui, partant, ne veut pas non plus maintenant la guerre, qui, quand il déserte, ne déserte pas, mais, au contraire, se soumet à la volonté de la nation (Applaudissements, hilarité).

Tel est la No. 1 de la «Lumina» du 15 septembre 1917. Permettez-moi d'en donner lecture.

Il invoque le conseil de Couronne du 3 août 1914 de Sinaia et dit.

« Cette décision ne peut avoir qu'un sens : la Roumanie ne reste pas dans la neutralité, mais dans l'expectative seulement ; il est clair que, respectant le traité d'alliance, elle est décidée à entrer plus tard en action à côté des puissances centrales ».

Commet, messieurs ? Nous avons dit officiellement à l'Allemagne et celle-ci avait accepté notre interprétation que le traité d'alliance, ni dans sa lettre, ni dans son esprit, ne nous obligeait et ce Roumain, à Bucarest, disait en pleine guerre, que nous avons foulé aux pieds l'honneur et le traité d'alliance, et il ajoutait : « la guerre a été déclarée contre le traité d'alliance qui liait notre honneur, contre la volonté du pays (le Roi savait que 90 pour cent des Roumains ne voulaient pas la guerre), contre le Constitution... ».

Dès son premier numéro, donc, M. Stéré pose la base de sa campagne : la guerre, qui continuait en ce moment, était aussi bien illégale que contraire à la volonté de la nation ! Le crime est déjà consommé !

Le 29 septembre 1917, écoutez : « on nous dit que M. Marghiloman et M. Stéré sont intervenus auprès du Roi pour lui demander de cesser la guerre, c'est-à-dire de rompre notre traité avec les Alliés et de renoncer à l'unité nationale. Mais le Roi ne les a pas écoutés et le pays est resté « dans la voie de l'égarement ».

Voici maintenant le remède :

«Son retour dans la voie juste des anciennes amitiés et des rapports, qui seuls peuvent mener à sa réfection et à sa résurrection, est aussi un devoir de conscience. Et si l'arrêt de la folie gouvernementale de 1916 a dû être tenté par la voie discrète de l'intervention auprès du Roi, la réfection de la Roumanie ne peut s'obtenir que par l'intervention directe auprès de «Sa Majesté le Peuple» — comme on disait autrefois — qui doit écouter les bons conseils que l'autre Majesté n'a pas écoutés, à notre détriment à tous».

C'est évidemment un appel à la révolution en face de l'ennemi et à son avantage.

M. le *Dr. Loupou*. — Cet article n'est pas signé par M. Stéré.

M. *Take Ionesco*. — Il est écrit en gros caractères à côté de l'article signé par M. Stéré.

Le 1 octobre il écrivait — cet article est signé — sous le titre : «L'idéal national», une diatribe contre la guerre nationale qu'il termine en ces termes : «Heureusement le peuple grand et saint n'est pas coupable de cet égarement».

Le 4 octobre, il dit :

«Qui peut être forcé, dans ces conditions, de suivre, contre sa conscience, le caprice ou la fantaisie de deux ou trois hommes qui, par hasard, se sont trouvés, à ce moment, à la tête de l'Etat et qui n'ont pas craint de déclarer la guerre sans consulter le pays, contre la volonté de la majorité écrasante du peuple et la majorité des vieux conseillers du pays?».

N'oublions pas qu'en 1916 M. Stéré avait suivi le pays et avait revêtu l'uniforme de colonel.

Pourquoi ne le seconde-t-il plus, surtout maintenant que la Russie s'est effondrée et que la crainte qu'elle pouvait inspirer ne peut plus rien excuser ? C'est très simple : M. Stéré croit que l'Allemagne est définitivement victorieuse !

Une autre citation très intéressante. Vous vous souvenez que Pierre Carp, dans le Conseil de Couronne du 14 Août 1916, avait souhaité au Roi Ferdinand que son armée, l'armée de la Roumanie, fût écrasée. M. Stéré, n'ayant pas assisté au Conseil de Couronne — il n'avait pas qualité pour y être invité — n'a pu faire le même souhait, mais, le 24 octobre, jaloux des lauriers de Carp, qui a souhaité alors l'écrasement de l'armée roumaine, il nous dit qu'il approuve complètement Carp pour ce qu'il a dit parce que, à ce moment, ce n'était pas l'homme politique qui parlait, mais la nation elle-même par la bouche d'un ancien du pays !

C'est intéressant, voici pourquoi : Nous avons eu beaucoup d'infâmes durant le séjour des Allemands à Bucarest. Je me souviens d'avoir lu à Jassy le journal d'un autre coupable, non celui de M. Stéré, qui sous sa signature proposait que tous les professeurs des deux Universités qui avaient fait une campagne pour l'entrée en guerre de la Roumanie fussent congédiés et remplacés par des professeurs allemands, les seuls capables de faire à l'avenir l'éducation psychologique de la race roumaine.

Pour ce qui est de Carp, avant de mourir—je ne sais si vous le savez, la chose m'a été dite par M. Thomas Stelian, dont le patriotisme éprouvé a joué un grand rôle durant la neutralité, qui, à Paris, a travaillé pour la cause nationale, et qui, dernièrement, à la conférence du Danube, a rendu au pays des services inappréciables, je tiens à le déclarer du haut de cette tribune. (Applaudissements) — M. Thomas Stelian m'a dit qu'il a lu la déclaration de Pierre Carp au commissaire royal qui était venu instruire les accusations portées contre lui.

«Monsieur le commissaire, je suis encore coupable d'une faute que vous ne connaissez pas et comme je suis près de mourir, je tiens à ce que vous la connaissiez : les Allemands sont venus chez moi et m'ont proposé de former un gouvernement à Bucarest, et je leur ai répondu que je vais le former, mais que je ne veux pas le faire tant qu'il y a un gouvernement à Jassy. Il faut d'abord balayer l'armée roumaine de la Moldavie, et seulement alors je formerai un gouvernement à Bucarest».

Pierre Carp a ajouté : «Je ne sais si mon avis n'a pas été un facteur déterminant pour l'offensive allemande de Marasheshti».

Mais Pierre Carp, en avouant cette énormité, ajoutait au moins : «C'est une faute que j'ai commise, et comme les chrétiens se confessent dans l'espoir que leurs péchés seront remis, je vous fais cette confession.» Il ne disait pas : «J'ai bien fait d'avoir parlementé avec les Allemands et si

j'avais à le refaire, je ferais de même», parce que malgré son fol orgueil, il lui était resté une once de sentiment moral.

M. N. Iorga. L'information est parfaitement exacte. A la fin de l'année 1917, un journaliste hollandais s'est présenté chez Pierre Carp et a imprimé sa conversation avec lui. La première parole que Carp a dite au journaliste hollandais introduit par les Allemands, a été : « quand chassez-vous les Russes de la Moldavie ? »

Le journaliste hollandais, qui avait encore vu d'autres personnes à Bucarest, a écrit les mots suivants que j'ai reproduits de là bas : « Pour rien au monde si mon pays était en jeu je n'aurais été capable de faire ce qu'ont fait ces messieurs de Bucarest en m'exposant les choses qu'ils m'ont dites ».

M. Take Ionesco. Eh bien, Messieurs, M. Stéré était jaloux de M. Carp, parce qu'il avait souhaité l'écrasement de l'armée de son pays et il disait dans la « Lumina » qu'il se solidarisait avec lui.

Vous vous imaginez l'état d'âme des Roumains, de Jassy comme de Bucarest — je parle des Roumains véritables — à l'automne de 1917. Le front russe avait disparu. Le seul espoir était dans le front occidental ; c'est avec cet espoir que s'encourageaient nos soldats qui étaient restés inébranlables.

Et vous devez savoir que leur courage s'est maintenu jusqu'à la fin ; quand on a signé l'armistice, l'armée a frémi de douleur. Il y a ici un député, qui est venu chez moi à Jassy, en costume

d'officier et qui m'a dit: nous n'acceptons pas l'armistice, nous voulons continuer la guerre.

Qu'y avait-il dans l'âme roumaine à l'automne de 1917? L'image du front de l'Occident; c'est à cette image que les âmes se retrempaient; c'est par ces espérances que se reconfortaient les consciences et que la résistance de la nation se maintenait vivace jusqu'à l'heure finale de la victoire définitive qui ne pouvait pas ne pas venir, parce que c'était la lutte pour le droit. Seul un ignorant de la situation du monde pouvait s'imaginer un autre résultat; mais c'était un crime d'arracher cette espérance de l'âme des Roumains.

Que faisait alors la «Lumina?» Tout pour anéantir ces espérances. Ainsi, le 19 novembre, à la formation du cabinet Clemenceau, qui venait, tout le monde le savait, pour renforcer l'action belliqueuse, la «Lumina» se délectait à l'idée que la cabinet Clemenceau vient pour faire la paix:

«Assurément l'évolution se ferait sans M. Clemenceau, et peut-être que, comme point de départ, l'insuccès de M. Clemenceau pour former un cabinet lui aurait servi.

«Mais, par le cabinet Clemenceau la voie est plus sûre et mène au but plus rapidement.

«Qu'il soit donc le bienvenu comme précurseur des jours de paix pour la France ensanglantée».

«Qu'il soit le bienvenu», M. le Dr. Loupou, ces mots ont été dits par d'autres avant vous, — «qu'il soit le bienvenu», le cabinet qui va faire la paix au nom de la France.

Entendez-vous, Messieurs? «Qu'il soit le bien-

venu!» Qui donc? Le précurseur des jours de paix, c'est-à dire l'anéantissement de la dernière espérance dans le triomphe de la Roumanie, puisqu'à l'Orient toute espérance était perdue depuis longtems.

Beaucoup de Roumains disaient alors: «La France qui représente la vérité, qui représente la justice ici bas, ne nous abandonnera pas». Et M. Stéré dans la *Lumina* du 22 novembre, nous dit: «Oui, c'est la vérité: la France est aujourd'hui au service de la réaction universelle; elle représente le passé; L'Allemagne est au service du progrès, elle représente l'avenir».

En 1917 c'était l'Allemagne de Guillaume II.

Le 11 décembre, toujours sous la signature de M. Stéré — toujours sous sa signature — un article intitulé: «Le déclin». Vous savez, Messieurs, ce qu'espéraient les soldats dans les tranchées, ce qu'espérait la population qui ne voulait pas arracher de son sein la confiance.

Voici ce que leur répondait la «Lumière»: «L'Allemagne ne peut plus être chassée de l'Orient. Les Balkans entrent définitivement, dans la sphère d'influence des Puissances Centrales». Définitivement, c'était le mot que M. Stéré envoyait dans les tranchées au moyen d'un certain organisme!

Ensuite l'article s'occupait d'une conférence des Alliés de Paris, où l'on devait réviser les buts de la guerre. Dans l'hypothèse où les Alliés ne demanderaient pas la paix à l'Allemagne, M. Stéré les accusait exactement comme l'aurait fait un journaliste allemand.

Voici :

«La conférence de Paris s'est-elle chargée, devant l'histoire mondiale, de la lourde responsabilité d'imposer à l'humanité, lasse de tant de massacres, cette nouvelle guerre ?

Ou faut-il espérer qu'un jugement droit l'a emporté à la fin, ainsi qu'il pourrait ressortir de la notice un peu confuse du journal du premier ministre français, qui parle de la révision des buts ?».

Vous savez que l'un des buts les plus ardues était l'unité nationale des Roumains.

La révision des buts ne pouvait être que le renoncement à l'unité nationale des Roumains. M. Stéré le désire avec passion.

Il nous dit :

«Etant au carrefour, entre l'espérance et l'épouvante, le monde attend ce qu'apporte l'heure». L'attente pour ce Roumain, c'était la cessation des hostilités, donc le renoncement à notre unité nationale, et l'épouvante était la continuation de la guerre qui vous amènerait tous ici où nous sommes ! (Applaudissements).

Le 1 Décembre «Le devoir civique». Ecoutez, Messieurs. Ici c'est clair, c'est net ; c'est l'appel à la révolte, parti du pays envahi, contre le gouvernement roumain de Jassy.

«Et nous ne pouvons faire ce devoir que si nous voyons clairement la voie qui doit nous mener au salut. La rupture immédiate des liens contre nature avec la Russie et le retour à la politique de nos pères».

C'est-à-dire allions-nous aux Allemands qui nous envahissent.

Puis plus loin :

«Au-dessus de toutes les formes et de toutes les fictions constitutionnelles, il faut que s'élève le fonds de notre existence d'Etat, basé sur le principe de la souveraineté nationale.

«Aussitôt que la volonté nationale se manifestera avec décision et fermeté, les gouvernants de Jassy ne pourront plus se mettre à l'abri des baïonnettes étrangères, ni du fait, en premier lieu par leur faute, que cette manifestation est impossible aujourd'hui dans les formes prescrites par la Constitution.

«La force majeure peut empêcher le fonctionnement normal de l'appareil constitutionnel, mais ne saurait écarter le principe qu'en Roumanie la seule source de l'autorité de l'Etat est et reste la Nation».

Messieurs les députés, j'ajoute cette citation à celles que M. Iorga a faites hier. L'appel à la révolte est évident, la trahison ne saurait être discutée.

J'en ajouterai trois et j'ai terminé avec les documents.

Vous vous souvenez de 1913. C'était la première mobilisation en grand que faisait alors l'Etat roumain, et tous ceux qui étaient alors dans le pays savent avec quel frisson, avec quel enthousiasme le pays a répondu à cette mobilisation. Tout le monde se souvient qu'en 1913, ce fut la première fois, dans notre histoire, qu'au lieu

d'être morcelés comme cela nous est arrivé dans les tristes temps d'oppression, nous portons plus loin la frontière et le drapeau de la Roumanie. Enfin, tout le monde sait que le peuple, qui sent plus profondément que les savants qui le conduisent, disait dans les casernes : « Nous passons le Danube pour arriver à Budapest ». Ils avaient raison. Nous avons traversé le Danube en 1913 et nous sommes arrivés à Budapest en 1919.

Ce souvenir, cher à la nation, n'échappe pas lui aussi aux ironies et à la critique de la « Luminina ». « L'attitude prise par la Roumanie durant la crise balkanique et à la conférence de Bucarest en 1913 a déterminé le changement néfaste de notre politique internationale ».

Ce Roumain ne laisse à son pays ni présent, ni avenir, ni passé.

Le 23 février il se plaignait de ce que nous n'avions pas mis l'armée roumaine au service des Puissances Centrales; voici ce qu'il dit :

« Aussitôt qu'on a su qu'à Brest-Litovsk la paix n'a pas été conclue avec la Russie et qu'on a pu prévoir la reprise des hostilités, dont le résultat n'admettait pas de discussion, ce n'est pas seulement la liquidation immédiate de la guerre néfaste avec les Puissances centrales qui s'imposait, mais encore un changement de front pour terminer notre action militaire, comme c'était notre devoir de la commencer par la collaboration avec les Puissances Centrales contre l'ennemi commun, pour affirmer et assurer notre droit sur le sol ancestral de la Moldavie d'au-delà du Pruth.

Pour en assurer le succès on ne nous demandait qu'un jugement clair et une décision virile. Le concours de l'armée de Moldavie nous facilitait tant la liquidation du passé dans des conditions plus propices que le rétablissement de nos rapports sur des bases saines».

En d'autres termes, messieurs, on demandait à la Roumanie de faire cette monstruosité, après s'être alliée en connaissance de cause avec quatre grands Etats, après s'être mise au service de la cause sacrée de l'intégralité de la race roumaine, après s'être battue héroïquement pour la cause du droit contre la barbarie, de changer de front au cours de la lutte, de s'allier à l'ennemi qui avait foulé aux pieds le sol de la patrie, et tout cela était demandé par un roumain dans un journal roumain. Et on dit que ce n'est pas là une trahison! Alors, je vous le demande: qu'a fait le colonel Stourdza et pourquoi a-t-il été condamné à mort? (Applaudissements prolongés).

Ah! Messieurs, vous parlez si souvent de démocratie! Le premier devoir de la démocratie c'est l'égalité. Il ne saurait y avoir deux mesures: l'une pour le soldat qui a lu la «Lumina», l'autre pour celui qui l'a écrite et l'a lancée dans les tranchées. (Applaudissements prolongés). L'une pour le colonel Stourdza, qui a passé le fil barbelé qui nous séparait de l'ennemi et a cherché à corrompre nos officiers prisonniers en Allemagne, et l'autre pour celui qui jetait la désolation dans l'âme des soldats, qui leur disait que la guerre n'était ni légale, ni juste, que leur cause

était sûrement perdue, pour l'homme qui faisait appel à la lâcheté, à la lassitude humaine, aux douleurs dans lesquelles se débattait le pays et qui, parce qu'intellectuel, au lieu de l'aider de son intelligence à faire son devoir, l'incitait à la lâcheté de changer de front et de tirer sur ses propres alliés. (La majorité debout applaudit frénétiquement et crie bravo).

Il n'est pas possible que Verzea qui n'a pas fait plus que M. Stéré soit aux galères et que l'autre... Eh! messieurs, la fille de Verzea vient souvent éplorée nous demander sa grâce, c'est à-dire de le sauver de la peine matérielle, et nous refusons; quelques journalistes modestes, des salariés de la plume, qui ont écrit dans ce cloaque appelé «Gazeta Bucureștilor», ne différant pas de la «Lumina» et qui ont été condamnés, ont purgé en prison une partie de leur peine, puis ils ont été graciés; ils viennent nous demander l'amnistie, en d'autres termes, la réhabilitation, et naturellement nous refusons. Aujourd'hui ils sont en droit de nous dire: Nous étions des nécessiteux qui pour un morceau de pain faisons une infamie, et vous applaudissez celui qui n'avait pas besoin de gagner son pain et qui a agi plus mal que nous. (Applaudissements prolongés).

On a parlé d'indulgence, de tolérance; l'indulgence, Messieurs, est une chose humaine; mais quand on vient nous dire du haut de la tribune: j'ai bien fait et je ne le regrette pas, comment parler de tolérance?

Je sais, Messieurs, que beaucoup d'hommes lé-

gers commettent de temps à autre une faiblesse. Ainsi, par exemple, quand nous étions à Paris, au printemps de 1919, quelques Roumains furent convoqués, quatre ou cinq, — trois sont ici à la Chambre, et de ce nombre, M. Bano — par une personne qui leur a dit : « Je sais par le député socialiste Cachin que les bolchéviks vont faire une puissante invasion en Roumanie et qu'en moins de deux semaines ils seront à Bucarest.

« Je vous propose d'aller à Bucarest et de faire le soviet roumain avant que les Russes le fassent ». Parmi les présents, un a accepté, un seul. Eh bien, Messieurs, je fais une juste distinction entre de tels égarements momentanés et l'affirmation constante, continue et aujourd'hui et demain, comment dirai-je, dans l'endurcissement au péché, dans l'endurcissement au crime.

Et je demande : avons-nous le droit d'accorder une telle tolérance ? Que sommes-nous autre chose que les exposants passagers de la conscience nationale ?

Croyez-vous que ce peuple, qui a passé par toutes les horreurs de la guerre, ne sera pas en droit de dire : la validation ou l'invalidation m'est indifférente ; je reconnais qu'il peut y avoir des scrupules très légitimes sur la question si une Assemblée a le droit d'écartier un élu autrement que pour de vicieux procédés électoraux. C'est, je le reconnais, une question discutable, très discutable : mais je demande s'il est possible, si ce pays nous pardonnera quand il saura que nous n'avons pas eu au moins assez de force pour frapper

d'ostracisme moral, car la question pénale est du ressort des autorités militaires, celui qui s'est rendu coupable de trahison, et qui, aujourd'hui, dans la Chambre roumaine, persiste dans son crime? (Applaudissements frénétiques).

Je sais pertinemment, Messieurs, qu'il existe certains calculs politiques, ou plutôt ainsi dénommés, qu'il y a, dis-je, des calculs qui conviendraient à certaines personnes pour des combinaisons déterminées. Pour moi, Messieurs, et par là je termine, je les prévient tous, jamais, dans toute l'histoire politique de tous les pays aucun calcul, quelle qu'en soit la finesse, quelle que soit son apparence momentanée de satisfaire les intérêts passagers de certains hommes ou de certains groupes, aucun calcul de ce genre ne réussit quand il se heurte à la conscience de tout un peuple. (Applaudissements frénétiques, ovations, bravos, l'Assemblée debout applaudit).

VÉRIFICAT
2017

